

Directorate of Communications
Spokespersons Service
Direction de la Communication
Service des porte-parole
F – 67075 STRASBOURG
Tel : +33/(0)3 88 41 25 60
Email : pressunit@coe.int
Internet : www.coe.int

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

EMBARGO JUSQU'AU PRONONCE
VERIFICATION A L'ECOUTE

18.11.2015



Forum mondial de la Démocratie
STRASBOURG - 2015

Discours d'ouverture de

Michaëlle JEAN

**Canada, Secrétaire Générale de
l'Organisation Internationale de la Francophonie**

à l'occasion du
4^e Forum mondial de la démocratie

(Strasbourg, 18-20 novembre 2015)

Excellences, Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président de la Région, Monsieur le Maire,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Représentants permanents,
Mesdames et Messieurs en vos distinctes et nombreuses qualités,
Chers amis,

Nous vivons des temps difficiles et incertains.

Nous vivons des moments d'une extrême gravité.

La France est en deuil et en état d'urgence et d'extrême vigilance. L'opération policière majeure dans la ville de Saint Denis nous dit combien la situation demeure préoccupante et les cellules terroristes sont toujours menaçantes.

Le choc terrible des attentats de vendredi dernier dans plusieurs quartiers de Paris est tangible et le traumatisme est profond.

Ces attentats sont venus troubler des moments de joie paisible de la vie ordinaire : une partie de foot au Stade de France, des retrouvailles entre copains au bistrot du quartier, une sortie en famille dans une pizzeria du coin, un spectacle de rock au Bataclan.

Des moments heureux se sont transformés en cauchemar et en véritable carnage.

Nous savons que rien ne sera plus comme avant.

Ce qui nous horrifie, c'est que ce sont, en grande majorité, des jeunes gens qui sont tombés sous les balles, alors qu'ils goûtaient agréablement à la vie.

Ce qui nous horrifie, c'est que ce sont aussi d'autres jeunes gens qui ont tiré et qui se sont fait exploser, sous les ordres de meneurs criminels qui les ont détournés de tout respect pour la vie et de tout désir de vivre.

Cela est d'une tristesse infinie.

Et il nous faut, par tous les moyens, défaire cette spirale infernale qui fauche la jeunesse.

J'ai mal pour toutes ces familles, pour tous ces proches et pour tous ces amis, ces copains en deuil. Nous pleurons avec eux.

J'ai mal pour tous les blessés et je leur souhaite de guérir vite. Certains sont entre la vie et la mort et nos pensées les accompagnent.

J'ai mal aussi pour Beyrouth qui la veille, jeudi 12, a connu l'horreur d'un double attentat kamikaze, également revendiqué par Daesh.

J'ai mal aussi pour les passagers à bord de l'avion de la compagnie Egypt Air pulvérisé en plein vol, le 31 octobre dernier, dans des circonstances qui laisse supposer et craindre le pire, soit un acte criminel délibéré.

J'ai mal pour les milliers de victimes des commandos de la secte islamiste Boko Haram, qui sèment la mort en Afrique de l'Ouest. Boko Haram qui s'identifie maintenant sous État islamique – Province d'Afrique de l'Ouest (EIPAO). Affilié à Daesh. Recourant aux mêmes méthodes. N'hésitant pas à faire exploser des adolescentes et des jeunes femmes dans des marchés publiques et d'autres lieux d'affluence.

J'ai mal pour le Mali qui subit aussi son lot de violence, porte son lot de deuil et dont la sécurité nécessaire pour la mise en oeuvre de l'Accord de paix est constamment menacée par des commandos djihadistes...

La liste est longue et elle est tragique.

Nous avons connu cette année et l'année dernière, tout un cortège d'attentats horribles, motivés par la haine.

Une haine macabre que les coupables cherchent par tous les moyens à rendre visible, à afficher, dans des mises en scènes sordides. Leur objectif est clair maintenir une stratégie de terreur, partout sur la planète, frapper les esprits, tous nos esprits, bouleverser ignoblement des vies, nos vies, toutes nos vies.

Après avoir été élue Secrétaire générale de la Francophonie, le 30 novembre 2014, au Sommet de Dakar, j'ai pris fonction à Paris, le 5 janvier 2015.

Deux jours plus tard, le 7 janvier, l'équipe de Charlie Hebdo était massacrée sous les ordres des mêmes fossoyeurs. L'épicerie Cachère était aussi prise d'assaut.

Deux mois plus tôt, au Canada, fin octobre 2014, j'avais vécu avec effroi, les attaques perpétrées par deux jeunes Canadiens radicalisés et embrigadés par Daesh. L'un avait pour mission de s'en prendre à des soldats de l'École militaire de St-Jean D'Iberville, au Québec. L'autre, d'entrer dans l'enceinte du parlement canadien, à Ottawa et de tirer à vue. Son plan a échoué, il a été mis hors d'état de nuire, mais de justesse, car dix minutes plus tard, il aurait réussi à mitrailler des parlementaires à la sortie de leurs travaux et avec eux des journalistes au point de presse quotidien.

Tout cela pour dire la menace qui pèse sur nos institutions démocratiques.

L'intention manifeste de semer le chaos, de déstabiliser partout, de détruire tout sur leur passage, y compris des sites patrimoniaux, dans un refus viscéral de la différence, dans un fanatisme irrationnel qui les amènent à s'en prendre à tout ce qui illustre la diversité des cultures.

Ils sont dans le refus totalitaire de la différence, et de l'autre dans sa différence.

Ils s'en prennent à la liberté d'expression et à toutes les libertés.

Ils s'en prennent à l'éducation.

Nous ne sommes pas en présence d'un choc ou d'une guerre des civilisations, mais il s'agit d'un combat entre deux projets de société à l'échelle du monde.

L'un fondé sur la destruction, la régression, l'obscurantisme et la haine.

L'autre avançant sur la construction, le progrès, l'esprit des Lumières, de toutes nos lumières, l'esprit de fraternité, un humanisme intégral.

C'est ce projet que nous devons, avec obstination, conviction, détermination, faire prospérer jour après jour, pour que se réalise, enfin, ce rêve d'un monde plus juste, plus libre, plus prospère, plus pacifique. Sachant que ce projet est partagé par des milliards d'individus dans le monde, quelle que soit leur culture, leur religion et la civilisation qui les a nourris.

Ma fille Marie-Éden, fortement secouée par les attaques sur Paris, me demandait, l'autre soir : "Penses-tu maman que le terrorisme a un avenir? Penses-tu que je vivrai assez longtemps pour connaître un monde différent? Je vis dans un monde en guerre, un monde qui perd la raison". Pour tous nos enfants qui ont peur, il nous faut combattre cette calamité.

Il nous faut résister.

Il faut un front des plus soudés.

La Francophonie est aussi de ce point de vue et de ce sentiment d'urgence.

Il nous faut avancer ensemble.

Il nous faut saisir toutes les occasions pour dire que tout ce que nous avons tant peiné à construire est en jeu et il nous faut cesser d'être seuls ensemble, mais nous mobiliser tous ensemble.

Cette quatrième édition du *Forum mondial de la démocratie*, cette belle initiative du Conseil de l'Europe et qui s'est révélée, depuis sa création, comme un formidable creuset d'idées, et le lieu d'un fécondant dialogue entre les cultures d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des Amériques, nous offre l'opportunité, en effet, d'examiner en toute liberté et dans le respect de la diversité qui nous caractérise : les défis que rencontre la démocratie, mais aussi les bonnes pratiques qu'elle suscite et les solutions qu'elle nous permet d'apporter face aux graves défis qui accablent le monde.

Nous savons que la démocratie est mise à rude épreuve.

Nous savons que les citoyens sont mis à rude épreuve.

Nous savons que les Etats, eux aussi, sont mis à rude épreuve.

Face aux menaces constantes et nombreuses, les réponses sont complexes.

Pour combattre les extrémismes et les dérives, pour agir contre les injustices, l'exclusion et les fossés qui se creusent non sans conséquences néfastes, pour prévenir le désenchantement en particulier des jeunes, pour établir ou rétablir la confiance si essentielle à la stabilité, pour contrer l'érosion des valeurs, il nous faut nous attaquer aux causes comme aux conséquences.

L'équation n'est pas simple.

La question qui se posera de plus en plus est comment assurer aux citoyens un niveau suffisant de sécurité sans pour autant sacrifier les libertés fondamentales ?

Devant ces équations difficiles, la tendance naturelle est de vouloir prendre position de façon univoque dans un sens ou dans l'autre. Or Benjamin Franklin nous a avertis en soutenant qu' «un peuple prêt à sacrifier une liberté essentielle pour une sûreté passagère, ne mérite ni l'une ni l'autre. Il finit par perdre les deux».

Le fragile équilibre qui peut maintenir liberté et sécurité sur un même plan impose d'imaginer des mécanismes capables de garantir que l'intérêt général primera toujours sur les intérêts particuliers, quels qu'ils soient, et que les droits de tous et de toutes seront toujours respectés, que l'état de droit et la justice pèseront toujours dans la balance.

Ces mécanismes ne trouveront leur efficacité et leur légitimité que s'ils mobilisent et obtiennent l'adhésion de tous les acteurs de la vie publique, tant dans leur conception que dans leur mise en œuvre.

La réponse à toutes ces préoccupations cornéliennes que vous avez soulevées, que nous nous posons et qui nous préoccupent, se trouve dans la recherche de solutions équilibrées, et surtout dans un esprit de coopération, une volonté de co-construction, d'unité, d'inclusion et de solidarité.

Nous le voyons bien : les sociétés sont partout confrontées à des changements profonds qui bouleversent les rapports qu'entretiennent les individus avec eux-mêmes, avec les autres, avec le monde.

Un monde tout à la fois proche et lointain.

Un monde qui bat au rythme de l'immédiateté.

Un monde où les citoyens ont de plus en plus souvent le sentiment de subir les conséquences de décisions prises à leur insu, sans les consulter, sans les inclure, voire contre leur gré.

Or, nous savons et nous voyons jusqu'où peuvent aller le sentiment d'exclusion, le sentiment d'injustice, le sentiment d'un avenir bouché.

Nous savons combien la peur et l'insécurité croissantes exacerbent les clivages, irradiant nos sociétés et les plongent dans une tension mondialisée.

C'est sur tout cela qu'il faut agir, sur tout ce qui alimente des replis extrêmes, qui menacent le vivre-ensemble, brisent les liens si précieux, empêchent toute cohésion sociale.

Et dès lors qu'il n'y a plus dialogue, la radicalisation trouve un terrain fertile.

Ce Forum, les initiatives que vous mettez de l'avant illustrent parfaitement que c'est de la mobilisation de toutes les forces vives de nos sociétés, et de manière inclusive, que peuvent émerger des solutions concrètes pour un avenir meilleur.

La présence ici de représentants d'exécutifs nationaux et régionaux, de parlementaires, de magistrats, d'universitaires, d'acteurs de la société civile et des médias, de représentants des forces de police et de l'armée, d'autorités publiques, d'organisations internationales, d'entreprises, témoigne de cette volonté commune de trouver des réponses innovantes et inclusives aux menaces portées aux valeurs que nous partageons, aux droits et aux libertés, à la démocratie, à l'État de droit, au respect de la diversité culturelle.

Ce sont ces questions fondamentales que vous avez choisi d'examiner cette année, dans un monde qui en a bien besoin.

Mesdames et Messieurs,

Vous le voyez, les chantiers sont nombreux et nous ne pourrions être à la hauteur de nos responsabilités que si nous unissons nos forces.

Le Conseil de l'Europe et l'Organisation internationale de la Francophonie partagent à cet égard les mêmes valeurs et les mêmes objectifs.

Nos deux organisations sont unies, depuis 2008, par un accord de partenariat, mis en œuvre par un programme biennal de coopération, que le Secrétaire général du Conseil de l'Europe et moi-même venons d'actualiser dans ses grandes lignes pour les deux prochaines années.

Ce partenariat nous a permis de mener des actions conjointes dans le domaine de la promotion et de la protection des droits et des libertés, que ce soit en matière de liberté d'expression, des droits des enfants ou des normes de l'État de droit.

Et j'ai la conviction qu'ensemble, nous pouvons nous attaquer, comme je le disais, aux causes comme aux conséquences des incertitudes et des menaces auxquelles nos sociétés sont confrontées, dans le respect de nos valeurs communes mais aussi de nos différences.

La Francophonie est née, voilà plus de quarante ans, de cette volonté de vivre ensemble dans le riche foisonnement de nos expériences et de nos perspectives, cette volonté de réinventer nos rapports les uns aux autres, de faire d'une langue en partage un levier extraordinaire au service d'un projet humaniste qui unit, désormais 80 États et gouvernements, répartis sur les cinq continents.

La Francophonie est un espace ouvert au multilinguisme, à la diversité culturelle, un espace qui tire sa force des ambitions, des réalisations et des aspirations de chacun de ses membres et de la force motrice des synergies, des solidarités bien arrimées et engagées.

Le Conseil de l'Europe occupe, à cet égard, une place de choix dans l'espace francophone puisque 28 des 47 États de votre organisation sont membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. Vous comprendrez donc que je me sente aussi chez moi ici à Strasbourg.

Notre vision de la Francophonie est celle d'un monde de possibilités infinies d'échange et de mise en commun, un monde de passerelles solides.

Notre action cherche à contribuer au bien-être des populations :

- La Francophonie agit par la promotion d'un développement humain et économique durable et plus équitable, qui vise à enrayer l'exclusion économique et sociale, à soutenir la coopération entre États par le transfert de compétences et l'échange d'expériences, et à donner à chacune et à chacun, notamment aux jeunes et aux femmes, la capacité de faire avec talent, de créer, d'inventer, d'innover et d'entreprendre.
- La Francophonie agit par l'éducation, une éducation de qualité pour plus d'émancipation individuelle et collective, de développement économique, de dialogue interculturel et de renforcement de la démocratie.
- C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'Organisation internationale de la Francophonie participe depuis quelques années au beau projet d'Écoles politiques imaginé par le Conseil de l'Europe afin de

permettre à de jeunes responsables de la sphère publique et privée de se familiariser avec les principes et valeurs de la démocratie et de l'État de droit.

- L'OIF a ainsi contribué à la création de deux Écoles politiques dans le Maghreb: en Tunisie en 2011, puis au Maroc en 2013 et nous parrainons actuellement ensemble la création d'une École citoyenne en Afrique de l'Ouest qui sera officiellement lancée dans un mois, en décembre 2015, à Lomé, au Togo.
- La Francophonie agit par des actions pour sauvegarder la paix, des stratégies de médiation culturelle, sociale et politique, assorties d'appuis techniques pour accompagner la tenue d'élections dans un climat apaisé, ouvrir des espaces de dialogue inclusifs, aider à engager des processus de prévention et de sortie de crise, de vérité et de réconciliation.
- Nous travaillons en faveur du renforcement des capacités des acteurs institutionnels et de la société civile, dans une démarche participative et un souci de créer du lien et des passerelles.

Chose certaine la Francophonie ne se résoudra jamais à dire ainsi va le monde. Nous pouvons témoigner de tous les défis, de tous les enjeux, mais aussi de toutes les options et de toutes les solutions.

Prenez la crise migratoire, elle est aussi au coeur de nos préoccupations et depuis longtemps. Les pays africains de l'espace francophone n'ont de cesse d'être confrontés à des flux de populations en quête de refuge. Ce phénomène touche également de nombreuses autres régions, y compris le Liban, qui compte actuellement plus d'un million et demi de réfugiés syriens, soit près d'un quart de la population du pays. Ce petit territoire abrite depuis des décennies déjà des réfugiés palestiniens et irakiens.

La Francophonie qui regroupe, tout à la fois, des pays de départ, de transit, de destination et d'accueil de réfugiés et de migrants, apporte une contribution à l'analyse et à l'identification de solutions à ce phénomène qui fait désormais partie intégrante également du programme de coopération qui nous lie avec le Conseil de l'Europe.

Les raisons qui poussent des milliers de jeunes femmes et de jeunes hommes d'Afrique subsaharienne francophone à prendre la mer et le chemin du désert, au péril de leur vie, livrés à des trafiquants et des passeurs sans foi ni loi, nous interpelle grandement. Dans cette région, 12 millions de jeunes qui débouchent chaque année sur le marché de l'emploi sont frappés par un chômage de masse. Il faut agir de manière soutenue sur ce désespoir et ce sentiment d'impasse et créer pour eux et avec eux des possibilités. C'est pourquoi j'ai lancé, en mars dernier, dans le cadre de notre stratégie économique, un programme essentiellement axé sur l'entrepreneuriat, le développement d'incubateurs et d'accélérateurs de PME et de PMI dans des filières créatrices d'emplois, en priorité pour les jeunes et les femmes. Ce programme se réalise en partenariat, public-privé, avec un souci d'intégration nationale et régionale. Il comporte un volet de formation intensive adaptée et de soutien également à l'innovation, de recours aux nouvelles technologies et de production sur des standards de qualité. Nous souhaitons voir de nombreux partenaires financiers, y compris du secteur privé, nous rejoindre concrètement sur ce chantier et de toute urgence.

La Francophonie est fortement mobilisée également afin qu'un accord ambitieux, contraignant et durable pour lutter contre le réchauffement climatique soit atteint dans quelques semaines à Paris. 2/3 des migrants quittent des zones devenues arides, des terres qui ne produisent plus, des ressources naturelles qui se raréfient.

Vous le voyez, les défis sont de taille, mais je suis certaine que c'est ensemble et non pas isolément ou de manière dispersée que nous trouverons les réponses et que nous saurons engager des solutions pour redonner espoir à des populations fragilisées et un avenir aux générations futures. L'enjeu en est un de stabilité, de sécurité et de prospérité à l'échelle mondiale. Il n'y a plus de crise locale, de menace locale, de tragédie locale dans notre monde interconnecté. Les risques font tâche d'huile et nous affectent tous et le temps presse.

Le Forum mondial de la démocratie est un de ces lieux de prospective où l'avenir peut se penser et s'ébaucher. Avec imagination, avec toute l'énergie, nécessaire et une volonté à toute épreuve, rien n'est impossible.

J'attends donc avec impatience de connaître les conclusions de vos riches débats.

Je vous remercie de votre attention.